



DEUX-SÈVRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°79-2023-174

PUBLIÉ LE 27 OCTOBRE 2023

Sommaire

DDT 79 / STERS

79-2023-10-26-00001 - Décision portant subdélégation de signature pour l'exercice des fonctions relevant du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadres. (4 pages) Page 3

79-2023-10-26-00002 - Décision portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses du budget de l'Etat. (4 pages) Page 8

PREFECTURE des DEUX SEVRES / SCSI

79-2023-10-27-00005 - Arrêté portant délégation de signature générale à Monsieur Eric BATAILLER, directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres (14 pages) Page 13

DDT 79

79-2023-10-26-00001

Décision portant subdélégation de signature pour l'exercice des fonctions relevant du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadres.

Direction Départementale des Territoires
Service Transition écologique, Réglementation, Sécurité

Décision portant subdélégation de signature pour l'exercice des fonctions relevant du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadres

La préfète des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n°32-1587 du 29 décembre 1962, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 19 mars 2021, nommant Madame Elisabeth Biget-Bredif directrice départementale adjointe des territoires des Deux-Sèvres à compter du 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur en date du 13 juin 2022 nommant Monsieur Eric Batailler directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres à compter du 27 juin 2022 ;

Vu l'arrêté de la préfète des Deux-Sèvres en date du 23 juin 2022 portant délégation de signature à Monsieur Eric Batailler, Directeur départemental des territoires, pour l'exercice de la compétence de pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadre ;

DÉCIDE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Elisabeth Biget-Bredif, Directrice départementale adjointe des territoires, pour signer les marchés et avenants soumis au code des marchés publics pour les marchés ne dépassant pas 230 000 € TTC.

Même subdélégation est donnée pour les contrats et conventions non soumis au code des marchés publics d'un montant inférieur à 300 000 € TTC.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Cyril Mouillot, chef du Service de l'Eau et Environnement, et à Monsieur Lionel Chartier, adjoint au chef du Service de l'Eau et Environnement, pour choisir l'attributaire des marchés formalisés relevant de sa compétence et signer leurs actes d'exécution à l'exception des avenants ayant une incidence financière au-dessus du seuil autorisé par le marché concerné.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 1 ou à leur intérimaire nommé par le titulaire de la subdélégation ou le supérieur hiérarchique, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques matérialisés par des bons ou lettres de commande passés selon une procédure adaptée et dans la limite des montants visés dans l'annexe.

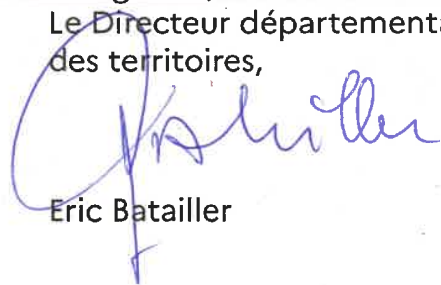
Article 4 : La décision de Monsieur Eric Batailler, Directeur départemental des territoires, en date du 15 mars 2023 portant subdélégation de signature pour l'exercice des fonctions du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadres est abrogée.

Article 5 : Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des Deux-Sèvres.

Article 6 : Les fonctionnaires bénéficiant d'une subdélégation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Niort, le 26 OCT. 2023

Pour la Préfète et par
délégation,
Le Directeur départemental
des territoires,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Eric Batailler', is written over the printed name. The signature is stylized and cursive.

Eric Batailler

ANNEXE 1

à la décision portant subdélégation de signature pour l'exercice des fonctions de pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics et d'accords-cadres

**DÉSIGNATION DES AGENTS HABILITÉS À SIGNER DES COMMANDES AINSI
QUE LES MONTANTS DES SEUILS DE COMMANDES
DANS LE CADRE DE L'ARTICLE 3 DE LA DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION**

Service	Nom et prénom	Montant maxi de la commande	Observations
STERS/ER	Philippe MILECAMPS	5 000€	uniquement pour le BOP 207
STERS/ER	Emmanuel BOUTARAUD	5 000€	uniquement pour le BOP 207
STERS/ER	Laurence CHAPELAIN	5 000 €	uniquement pour le BOP 207
STERS/ER	Muriel BUISSON	5 000 €	uniquement pour le BOP 207
SPPH	Boris GARNIER	5 000 €	uniquement pour le BOP 135
SPPH	Franck JONCHIER	5 000 €	uniquement pour le BOP 135
SPPH	Audrey JEANBILLE	5 000 €	uniquement pour le BOP 135
SEE	Cyril MOUILLOT	3 000 €	uniquement pour le BOP 113
SEE	Lionnel CHARTIER	3 000 €	uniquement pour le BOP 113

DDT 79

79-2023-10-26-00002

Décision portant subdélégation de signature
pour l'ordonnancement secondaires des recettes
et des dépenses du budget de l'Etat.

Direction Départementale des Territoires
Service Transition écologique, Réglementation, Sécurité

Décision
portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes
et des dépenses du budget de l'Etat

La préfète des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 19 mars 2021, nommant Madame Elisabeth BIGET-BREDIF, Directrice départementale adjointe des Territoires des Deux-Sèvres à compter du 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur en date du 13 juin 2022 nommant Monsieur Eric Batailler, Directeur départemental des Territoires des Deux-Sèvres à compter du 27 juin 2022 ;

Vu l'arrêté de la Préfète des Deux-Sèvres en date du 10 mars 2023 portant délégation de signature à Monsieur Eric Batailler, Directeur départemental des Territoires, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes du budget de l'État ;

DÉCIDE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Elisabeth BIGET-BREDIF, en sa qualité de Directrice départementale adjointe, à l'effet de signer toutes pièces comptables relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : Sont habilités à procéder à la validation informatique des demandes d'engagement juridique, de certifications de service fait ainsi qu'à la consultation ou validation d'actes relevant de la compétence d'ordonnateur délégué, les agents désignés et pour les applications informatiques désignées en annexe 1.

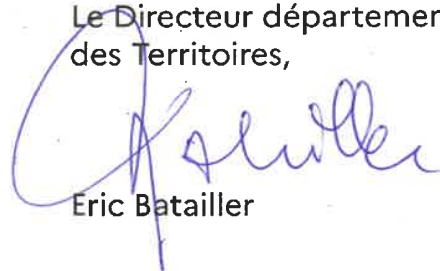
Article 3 : La décision du Directeur départemental des Territoires en date du 27 juin 2023 portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses du budget de l'État est abrogée.

Article 4 : La présente décision prendra effet à effet à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 5 : Les fonctionnaires bénéficiant d'une subdélégation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Niort, le **26 OCT. 2023**

Pour la Préfète et par
délégation,
Le Directeur départemental
des Territoires,



Eric Batailler

ANNEXE 1

à la décision portant subdélégation de signature pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État

DÉSIGNATION DES AGENTS HABILITÉS À VALIDATION INFORMATIQUE DANS LE CADRE DE L'ARTICLE 1^{er} DE LA DÉCISION DE SUBDÉLÉGATION

Service	Nom et Prénom	Applications
STERS/ER	Philippe MILECAMPS	Chorus Formulaires et Chorus DT
STERS/ER	Emmanuel BOUTARAUD	Chorus, Chorus formulaires et Chorus DT
MCT	Valérie ROUGEAU-SRAUSS Olivier GOUET	Chorus DT
STERS/DFSU	Emmanuelle CHAILLE Sandra MELLAÏMI	Chorus ADS
SPPH/HPPr	Audrey JEANBILLE Patricia CHEVAILLIER	Chorus, Chorus Formulaires
SPPH/HPPu	Corinne ROSSARD Pascal CHARRIER	Chorus et Chorus Formulaires et Galion
SPPH/PLAN	Christophe BOUDE	Chorus, Chorus Formulaires
SEE	Cyril MOUILLOT Lionel CHARTIER	Chorus, Chorus Formulaires

PREFECTURE des DEUX SEVRES

79-2023-10-27-00005

Arrêté portant délégation de signature générale
à Monsieur Eric BATAILLER, directeur
départemental des territoires des Deux-Sèvres

Direction Départementale des Territoires
Service Transition Écologique, Réglementation, Sécurité

Arrêté préfectoral portant délégation de signature générale
à Monsieur Eric BATAILLER,
directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres

La préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015, portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du président de la République en date du 15 février 2022 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur en date du 13 juin 2022 nommant Monsieur Eric BATAILLER directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres à compter du 27 juin 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2023 portant organisation de la direction départementale des territoires des Deux-Sèvres ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE :

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Eric BATAILLER, Directeur départemental des territoires, à l'effet de signer les arrêtés, actes, décisions et correspondances entrant dans le champ de compétence de la direction départementale des territoires des Deux-Sèvres, ainsi que toutes mesures d'ordre interne relatives à l'organisation et au fonctionnement de la direction départementale des territoires, détaillés ci-après :

TITRE 1- ADMINISTRATION GÉNÉRALE

I - Gestion des personnels

Gestion des personnels dans le cadre notamment de l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles

Décisions d'octroi de congés	
1	Congé annuel et jours ARTT
2	Autorisation pour l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps
Décisions relatives à différentes positions	
3	Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité
4	Retour dans l'exercice des fonctions à temps plein après avis du directeur régional
Décisions disciplinaires	
5	Toutes les sanctions et actes de procédures prévus à l'article 66 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, limitées aux sanctions du premier groupe
Décisions d'attributions de la nouvelle bonification indiciaire	
6	NBI - liste des postes éligibles au titre des 6 ^{ème} et 7 ^{ème} tranches de l'enveloppe Durafour dans la limite du décret n° 2001-1162 du 7 décembre 2001
7	NBI – décision individuelle dans la limite des points de NBI
Divers	
8	Reconnaissance de l'imputabilité au service des accidents constatés
9	Établissement et signature des cartes professionnelles, cartes d'identité de fonctionnaires
10	Ordres de mission permanents
11	Autres ordres de mission (ponctuels, classiques, formation)
12	Exercice du droit de grève : signature des ordres de maintien dans l'emploi

II- Affaires juridiques et gestion patrimoniale

Responsabilité civile et contrôle de légalité	
13	Règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers
14	Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'État du fait d'accidents de circulation
15	Accusé de réception des demandes présentées au titre de l'article L.112-3 du code des relations entre le public et l'administration
16	Demande des pièces complémentaires pour les actes soumis au contrôle de légalité de l'urbanisme

2/14

Gestion du patrimoine immobilier (domaine privé de l'État) affecté à la DDT	
17	Représentation de l'administration utilisatrice auprès du directeur départemental des finances publiques (Direction immobilière de l'État)
18	Concessions de logements par utilité ou nécessité absolue de service

TITRE 2 – ROUTES ET TRANSPORTS

Exploitation des routes	
1	Interdiction ou réglementation ponctuelle de la circulation intéressant un gestionnaire de voirie Interdiction ou réglementation de la circulation intéressant plusieurs gestionnaires de voirie
2	Élaboration et notification aux collectivités territoriales de la position de l'État sur les mesures d'exploitation des routes à grande circulation autres que les routes nationales
3	Gestion et suivi des systèmes de contrôles sanctions automatisés
4	Réalisation d'enquête publique de circulation sur les routes (article D.111 du code de la route)
5	Autorisation de circulation des petits trains routiers
6	Autorisation d'équiper de feux bleus les véhicules de la SNCF et ceux des gestionnaires de voiries
Transports routiers	
7	Autorisations individuelles de transports exceptionnels
8	Dérogations préfectorales exceptionnelles pour les transports permettant de répondre à une situation de crise
9	Dérogations préfectorales à titre temporaire
10	Délivrance des certificats aux entreprises de travaux publics et bâtiments soumises aux obligations de défense
11	Recensement des entreprises de travaux publics et de bâtiments au titre de la défense.
12	Réglementation de circulation des véhicules de transport intéressant plusieurs gestionnaires
Chemins de fer d'intérêt général	
13	Suppression ou remplacement des barrières de passages à niveau
14	Classement et réglementation des passages à niveau

TITRE 3 - ENSEIGNEMENT DE LA CONDUITE

1	Agrément des établissements ou organismes intervenant en matière de formation
2	Matière relevant de l'arrêté EQUUS 01 000 26 A du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière Délivrance des agréments des établissements Sanctions concernant les établissements
3	Matières relevant de l'arrêté EQUUS 0100029 A modifié relatif aux conditions d'agrément des associations qui s'appuient sur la formation à la conduite et à la sécurité routière pour faciliter l'insertion ou la ré-insertion sociale ou professionnelle Délivrance des agréments des organismes Sanctions concernant les établissements

3/14

4	<p>Matières relevant de l'arrêté EQUUS 01 00832 A du 1er juin 2001 relatif à l'exploitation des établissements assurant, à titre onéreux, la formation des candidats au brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière</p> <p>Délivrance des agréments des établissements Sanctions concernant les établissements Évaluation et contrôle de l'établissement</p>
5	<p>Matières relevant de l'arrêté EQUUS 0201964 A du 18 décembre 2002 fixant les conditions de réactualisation des connaissances des exploitants des établissements d'enseignement de la conduite, à titre onéreux, des véhicules à moteur et de la sécurité routière</p> <p>Délivrance de l'avis sur le dossier présenté par l'organisme ou l'établissement candidat (article 4) Mise en œuvre de la procédure préalable de retrait de l'autorisation d'assurer la formation (article 6-2alinéa) Retrait de l'autorisation d'assurer la formation</p>
6	<p>Matières relevant de l'arrêté EQUUS 01 000 27 A du 8 janvier 2001 modifié fixant les conditions d'agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter, à titre onéreux, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière</p> <p>Délivrance des accusés réception des demandes et des courriers concernant les dossiers incomplets Délivrance de l'agrément ou du refus d'agrément (article 3) Retrait de l'agrément (article 5)</p>
7	<p>Matières relevant de l'arrêté EQUUS0301874A du 17 décembre 2003 fixant les conditions d'obtention du brevet de sécurité routière</p> <p>Délivrance de l'agrément des établissements pouvant assurer la formation au brevet de sécurité routière Mise en œuvre de la procédure contradictoire pour le retrait de l'agrément Retrait de l'agrément.</p>
8	<p>Autorisations d'enseigner</p> <p>Matières relevant de l'arrêté EQUUS 01 000 17 A du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière</p> <p>Délivrance de l'autorisation d'enseigner Sanctions concernant les titulaires de l'autorisation d'enseigner</p>
9	<p>Commission départementale de la sécurité routière – section conduite et enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détermination de l'ordre du jour - Secrétariat de la commission - Présidence de la commission
10	<p>Permis de conduire à 1 euro par jour : conventions prévues par l'arrêté EQUUS 05 01458A du 29 septembre 2005 passées entre l'État et les établissements d'enseignement relatives aux prêts ne portant pas intérêt destinés aux formations à la conduite de véhicules de catégorie A et B et à la sécurité routière</p>
11	<p>Matières relevant de l'arrêté NOR : INTS1802325A relatif au label "qualité des formations au sein des écoles de conduite</p> <p>Programmation et suivi des instructions et audits Délivrance des avis favorables, réservés et défavorables Signature des contrats de labellisation et des certificats de conformité Renouvellement de la labellisation</p>

	Retrait de la labellisation Traitement des réclamations
12	Autorisations d'animer des stages de sensibilisation à la sécurité routière
13	Agréments d'exploitation des établissements chargés d'organiser ces mêmes stages
14	Actes préparatoires intervenant dans le déroulement des procédures de lutte contre la fraude à l'examen théorique général du permis de conduire

TITRE 4 - POLICE DES VOIES NAVIGABLES

1	Interruption de la navigation et chômage partiel
---	--

TITRE 5 - POLICE DE L'ENVIRONNEMENT

1	Actes et décisions relatifs à la police administrative de l'environnement relevant des articles L.170-1 à L.173-12 du Code de l'environnement, à l'exception des sanctions administratives faisant suite à une mise en demeure
---	--

TITRE 6 - PUBLICITÉS, ENSEIGNES ET PRÉ-ENSEIGNES

1	Actes et décisions relatifs aux publicités, enseignes et pré-enseignes
2	Mise en demeure de mise en conformité

TITRE 7 - EAUX ET MILIEUX AQUATIQUES

1	Actes et décisions pris en application du livre II « milieux physiques » de la partie législative du code de l'environnement, soit les articles L.210-1 à 216-13 dudit code, à l'exception des actes pour lesquels une enquête publique est requise, des arrêtés-cadre sécheresse et décisions de restriction concernant la gestion quantitative de l'eau
2	Actes et décisions pris en application des articles L.253-1 à L.253-18 du Code rural et de la pêche maritime, ainsi que l'article L.114-1 du même code, relatifs à la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytosanitaires
3	Actes et décisions relatifs aux demandes d'agrément des vidangeurs de systèmes d'assainissement non collectif conformément à l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique
4	Actes relatifs à l'autorisation environnementale, en référence au livre I « dispositions communes » de la partie législative du code de l'environnement, soit les articles L.181-1 à L.181-31 dudit code

TITRE 8 - FORETS

1	Actes et décisions relatifs au certificat d'origine pour les bois bruts
2	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations de défrichement, à l'exception des décisions prises dans le cadre de l'autorisation

	environnementale prévue au livre I « dispositions communes », articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement
3	Levée de l'engagement de non démembrement de l'unité de gestion forestière
4	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations de coupe dans les propriétés forestières placées sous régime spécial d'autorisation administrative
5	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'octroi de la prime au boisement des surfaces agricoles
6	Soumission au régime forestier de terrains de collectivités ou personnes morales pour des superficies inférieures à un hectare
7	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes de subventions en matière d'investissement forestier
8	Actes et décisions relatifs à la délivrance de certificats fiscaux
9	Levée de présomption de salariat pour toute personne occupée, moyennant rémunération, dans les exploitations ou entreprises de travaux forestiers définis à l'article L.722-3 du code rural et de la pêche maritime
10	Aides publiques relatives aux investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts : mesure 8 du PDRR 2014-2020
11	Actes et décisions relatifs aux dispositifs du plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles (PCEA) : opération 4.4.1 du PDRR 2014-2020
12	Rapports de contrôle en matière de contrôle des plans simples de gestion au titre du code forestier

TITRE 9 - CHASSE

1	Actes et décisions relatifs aux entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ou d'oiseaux de fauconnerie
2	Actes et décisions relatifs au territoire de chasse et au fonctionnement des Associations Communales et Intercommunales de Chasse Agréées
3	Actes et décisions relatifs à l'institution et au fonctionnement des réserves de chasse et de faune sauvage
4	Actes et décisions relatifs à l'exploitation de la chasse sur le domaine public fluvial
5	Actes et décisions relatifs aux enclos et aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial
6	Mesures de protection du gibier
7	Actes et décisions relatifs à l'application du schéma départemental de gestion cynégétique
8	Actes et décisions relatifs à la capture, à la commercialisation et au transport de gibier dont les autorisations d'utilisation de sources lumineuses pour comptages ou captures de gibier à des fins scientifiques
9	Actes et décisions relatifs à la gestion cynégétique
10	Actes et décisions relatifs à l'indemnisation des dégâts de gibiers
11	Actes et décisions relatifs à la destruction des animaux nuisibles : . louverie, battues administratives, agrément des piégeurs, droits des particuliers . suspension de l'agrément des piégeurs

12	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations individuelles et exceptionnelles de capture de lapins avec bourses et furets dans les communes où ils ne sont pas classés nuisibles
13	Actes et décisions relatifs aux établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée dont : . la délivrance des certificats de capacités . la délivrance des autorisations d'ouverture des établissements
14	Délivrance de certificat de capacité de conduite d'animaux appartenant à des espèces de gibiers dont la chasse est autorisée
15	Actes et décisions relatifs aux élevages d'agrément des espèces de gibier dont la chasse est autorisée

TITRE 10 - PECHE

1	Institution des réserves de pêche
2	Actes et décisions relatifs à l'évacuation et au transport de poissons retenus ou mis en danger par l'abaissement artificiel du niveau des eaux
3	Actes et décisions relatifs à la capture, au transport ou à la vente de poissons, à des fins sanitaires, scientifiques et écologiques, notamment pour en permettre le sauvetage, le dénombrement, la reproduction, favoriser le repeuplement et remédier aux déséquilibres biologiques
4	Actes et décisions relatifs à l'introduction de poissons d'espèces non représentées dans les cours d'eau
5	Actes et décisions relatifs au transport à des fins scientifiques de poissons d'espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques
6	Déclaration d'existence de piscicultures
7	Actes et décisions relatifs aux agréments et retraits d'agrément des associations agréées de pêche et de pisciculture, de l'association départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public
8	Actes et décisions relatifs aux agréments et retraits d'agrément des présidents et trésoriers des associations agréées de pêche et de pisciculture, de l'association départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public
9	Contrôle de l'utilisation des ressources et de l'exécution des obligations statutaires des associations agréées de pêche et de pisciculture, de l'association départementale de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public
10	Contrôle des élections du Conseil d'administration de la Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique
11	Contrôle de l'utilisation des ressources et de l'exécution des obligations statutaires de la Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique
12	Actes et décisions relatifs aux concours de pêche dans les eaux de première catégorie
13	Actes et décisions relatifs au classement piscicole des cours d'eau
14	Actes et décisions relatifs aux conditions de pêche des poissons migrateurs
15	Proposition de transaction lorsque l'infraction constitue une contravention

TITRE 11 - PROTECTION DE LA NATURE

1	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations exceptionnelles de prélèvement, de capture, de détention, de transport, d'utilisation portant sur des spécimens d'espèces protégées Traitement des demandes d'autorisations individuelles de tirs d'oiseaux de l'espèce <i>Phalacrocorax carbo sinensis</i> (grand cormoran) délivrées dans le cadre de la prévention des dégâts sur la vie piscicole
2	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations exceptionnelles d'utilisation, de transport, de production, de détention, d'importation, d'exportation portant sur des animaux d'espèces non domestiques et des végétaux d'espèces non cultivées et de leurs semences ou parties de plantes Traitement des demandes de détention de rapaces pour la chasse au vol
3	Actes et décisions relatifs à la capture, au prélèvement, à la garde ou à la destruction de spécimens d'une espèce exotique envahissante animale visée par l'arrêté ministériel du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain
4	Actes, décisions et conventions relatifs à Natura 2000 à l'exception des arrêtés portant définition de périmètres, composition de comités de pilotage, convention et de l'approbation de documents d'objectifs (Docob)
5	Actes et décisions relatifs aux autorisations, ou de refus d'autorisation, au titre du régime propre à Natura 2000 selon les articles R.414-27 et suivants du code de l'environnement
6	Actes et décisions relatifs aux contrats NATURA 2000 : opérations 7.6.2 et 7.6.3 du PDRR 2014-2020
7	Présidence de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime) (Cdpenaf) Signature et notification des actes de procédure relatifs au fonctionnement de la Cdpenaf Signature et notification des avis émis par la Cdpenaf
8	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des interventions 70.26-Dispositif de protection des troupeaux contre la prédation et 73.16-Investissements liés à la protection des exploitations contre la prédation dans le cadre de la programmation PAC 2023-2027

TITRE 12 - HABITAT

1	Actes et décisions relatifs au traitement des demandes d'autorisations prévues par le code de la construction et de l'habitation de démolition, de transformation ou de changement d'affectation de locaux à usage d'habitation
2	Actes et décisions relatifs à l'octroi des prêts locatifs sociaux pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs ou de louer ces logements, ou de transférer les prêts
3	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des prêts sociaux de location accession pour la construction ou l'acquisition de logements neufs, ou de transfert des prêts en application des articles D.331-63 et suivants du code de la construction et de l'habitation

4	Décisions favorables d'agrément et de subventions pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés en application des articles D.331-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
5	Actes et décisions relatifs aux maîtrises d'ouvrage urbaines et sociales
6	Actes et dérogation aux normes de surface, d'ancienneté, de nature de travaux ou de coût pour les opérations d'acquisition – amélioration
7	Actes et conventions avec les propriétaires de logements locatifs construits, acquis ou améliorés avec des aides accordées par l'État
8	Actes et décisions d'octroi de subvention pour la réhabilitation de logements sociaux en PALULOS aux organismes HLM ou collectivités locales
9	Actes et décisions relatifs aux autorisations exceptionnelles d'engager avant la notification de la subvention les travaux à financer avec des aides accordées par l'État
10	Actes et subventions destinés aux aires et à la sédentarisation des gens du voyage
11	Actes et décisions d'octroi de subvention pour surcharge foncière
12	Actes et décisions relatifs aux mesures de substitution à l'encontre des propriétaires défaillants en matière d'hébergement et de travaux d'office, y compris les mesures de recouvrement des sommes engagées par l'État en application des articles L.511-16 et L.511-17 du code de la construction et de l'habitation
13	Actes et décisions relatifs aux procédures de lutte contre le saturnisme infantile y compris les mesures de recouvrement des sommes engagées par l'État en application des articles L.1334-1 et suivants du code de la santé publique
14	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des sanctions administratives applicables en matière de mise en location de logements soumis aux dispositions des chapitres IV et V du titre III du livre VI du code de la construction et de l'habitation.
15	Actes relatifs au contrôle budgétaire des organismes HLM (dont le contrôle des loyers)

TITRE 13 – RÉGLEMENTATION DE LA CONSTRUCTION

1	<p>Sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Présidence de la SCDA -Détermination de l'ordre du jour - Secrétariat de la sous-commission SCDA - Validation, signature et notification des avis émis par la SCDA - Validation des procès-verbaux de la SCDA - Validation des procès-verbaux émis lors des visites d'accessibilité ERP par le groupe de visites (articles L.161-1 à L.165-7 et R.161-1 à R.165-21 du code de la construction et de l'habitation)
2	Actes et décisions relatifs aux demandes de dérogations aux règles d'accessibilité conformément au code de la construction et de l'habitation (article R.163-4 du code de la construction et de l'habitation)
3	Actes, décisions et actions de contrôle des Agendas d'accessibilité Programmés (AD'AP) pour les établissements (articles L.165-1 à L.165-7 et R.165-1 à R.165-21 du code de la construction et de l'habitation)

9/14

4	<p>Contrôles des règles de la construction (CRC)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtention du dossier complet soumis au contrôle - Convocation aux visites de contrôles sur site - Mise en demeure de mettre les constructions en conformité - Rédaction et transmission des procès-verbaux au Procureur de la République - Toute autre correspondance relative au contrôle des règles générales de la construction (fiches ORTEC, complément de dossier, programmation...) <p>(articles L.181-1 à L.186-8 et R.184-1 à R.184-8 du code de la construction et de l'habitation)</p>
5	Actes, décisions et contrôles relatifs au traitement des demandes de dérogation aux règles de construction (articles L.122-13 et R.112-9 à R.112-17 du code de la construction et de l'habitation)
6	<p>Performance énergétique des bâtiments</p> <ul style="list-style-type: none"> - actes relatifs au dispositif éco-énergie tertiaire (article R.174-22 à R.174-32 du code de la construction et de l'habitation)
7	Actualisation de l'arrêté préfectoral déterminant les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme par des foyers de termites et de l'arrêté préfectoral des zones de présence d'un risque de mэрule (article L.131-3 du code de la construction et de l'habitation)
8	Actes et décisions relatifs aux demandes de solution d'effet équivalent (SEEq) en accessibilité à une prescription réglementaire ou technique (articles L.112-9 à L.112-12, R.112-1, R.112-2, R.112-7 et R.112-8 du code de la construction et de l'habitation)

TITRE 14 - URBANISME ET DROIT DES SOLS

1	Notification au maire, ou au président de l'EPCI concerné, du cadre législatif et réglementaire à respecter, ainsi que des projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants et de l'ensemble des études techniques nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme dont il dispose, utiles à l'élaboration, la révision, la modification ou la mise à jour d'un SCOT, d'un PLU, d'un PLUi ou d'une carte communale. (article L.132-2 du code de l'urbanisme)
2	Signature de l'avis de l'État dans le cadre des procédures de modification des PLU, PLUi et des POS dans le cadre de l'article L153-36 du code de l'urbanisme
3	Information aux maires sur les risques majeurs (article R.125-11 du code de l'environnement)
Certificats d'urbanisme, permis de construire, d'aménager ou de démolir, décisions relatives aux déclarations préalables	
4	Actes et décisions relatifs aux permis de construire et décisions relatives aux déclarations préalables pour les ouvrages de production, de transport, de distribution, et de stockage d'énergie (article R.422-2 du code de l'urbanisme) hors décisions concernant les parcs éoliens, les parcs photovoltaïques au sol et les unités de production de méthanisation
Contestation et attestation certificat de conformité	
5	Contestation de la conformité des travaux au permis ou à la déclaration pour les projets réalisés pour le compte de l'État, de ses établissements publics ou de ses concessionnaires (article R.462-6 du code de l'urbanisme)

10/14

6	Contestation de la conformité des travaux au permis ou à la déclaration soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites (article R.462-6 du code de l'urbanisme)
7	Contestation de la conformité des travaux pour les ouvrages de production, de transport, de distribution, et de stockage d'énergie (article R.462-6 du code de l'urbanisme)
8	Attestation certifiant que la conformité des travaux avec le permis ou la déclaration préalable soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites n'a pas été contestée (article R.462-10 du code de l'urbanisme)
9	Attestation certifiant que la conformité des travaux avec le permis ou la déclaration préalable pour les ouvrages de production, de transport, de distribution, et de stockage d'énergie n'a pas été contestée (article R.462-10 du code de l'urbanisme)
Autres actes ou décisions	
10	Lettres de notifications de la liste des pièces manquantes en cas de dossier incomplet et lettres de majorations et prolongations du délai d'instruction lorsque l'autorité compétente est celle indiquée au b) de l'article L.422-1 du code de l'urbanisme.
11	Avis conforme du Préfet en application des articles L.422-5 et L.422-6 du code de l'urbanisme
12	Certificat constatant l'achèvement des travaux prescrits aux terrains de camping et parc résidentiel de loisir (article R.443-8 du code de l'urbanisme)
13	Les titres de recette délivrés en application de l'article 9-III de la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance d'archéologie préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur

TITRE 15 - ACTIONS FONCIERES ET ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE (ASA)

Associations foncières d'aménagement foncier agricole et forestier	
1	Mise en valeur des terres incultes : mise en demeure des propriétaires et constatation de la renonciation ou de la non mise en culture dans les délais prescrits (articles L.125-1 à 15, R.125-1 à 14 du code rural et de la pêche maritime)
2	Dispositions conservatoires et clôture des opérations
3	Réorganisation foncière et plans d'échanges et travaux connexes
4	Envois en possession provisoire
5	Actes et décisions relatifs à la vie des associations foncières d'aménagement foncier agricole et forestier et au suivi de leurs opérations
6	Protections des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer et autorisation de destruction
Association syndicat autorisée	
7	Approbation des budgets, comptes administratifs, rôles des taxes Délibération, marchés et emprunts

TITRE 16 - PAIEMENTS DIRECTS EN FAVEUR DES AGRICULTEURS AU TITRE DES REGIMES DE SOUTIEN RELEVANT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

1	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre de la politique agricole commune - premier pilier : régime de paiement de base, aides couplées aux productions hors assurance récolte.
2	Actes et décisions relatifs à la déclaration de surface (dossier Pac), aux demandes de paiement des différents soutiens spécifiques mis en œuvre dans le cadre de la politique agricole commune y compris les notifications de pénalité financière suite à des constats d'anomalie dans le cadre de contrôle administratif.
3	Actes et décisions relatif au régime de paiement de base.
4	Actes et décisions relatifs aux sanctions et aux réductions appliquées sur les soutiens directs relevant de la politique agricole commune suite aux contrôles sur place et/ou en télédétection.
5	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre de l'assurance récolte (au titre de la politique agricole commune) et actes et décisions relatifs aux aides communautaires en faveur de filières agricoles particulières y compris les mesures conjoncturelles.

TITRE 17 - PAIEMENTS RELATIFS AU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL – PROGRAMME 2007-2013

1	Actes et décisions relatifs à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN)
2	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des mesures agro-environnementales nationales et/ou territorialisées ainsi que les actes et décisions d'octroi et/ou de déchéance relatifs à ces mesures
3	Actes et décisions relatifs aux dispositifs de modernisation des exploitations agricoles (PMBE, PPE, PVE)
4	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides à l'installation des jeunes agriculteurs, y compris les prêts bonifiés
5	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides en faveur de l'agriculture biologique
6	Notifications des taux de réduction et pénalités appliqués aux aides du second pilier de la politique agricole commune, suite aux contrôles sur place, à la télédétection et/ou aux contrôles administratifs.

TITRE 18 - PAIEMENTS RELATIFS AU SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT RURAL – PROGRAMME 2014-2020

1	Actes et décisions relatifs à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : mesure 13
2	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides en faveur de l'agro-environnement et du climat : mesure 10
3	Actes et décisions relatifs à l'aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité : opération 3.1.1
4	Actes et décisions relatifs aux dispositifs du plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles (PCAE) : opérations 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2.1, 6.4.2

12/14

5	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides à l'installation des jeunes agriculteurs, y compris les prêts bonifiés dans le programme d'Accompagnement à l'Installation-Transmission en Agriculture (AITA)
6	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides en faveur de l'agriculture biologique : mesure 11
7	Notifications des taux de réduction et pénalités appliqués aux aides du second pilier de la politique agricole commune, suite aux contrôles sur place, à la télédétection et/ou aux contrôles administratifs.

TITRE 19 - PAIEMENTS RELATIFS AU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL
PROGRAMME 2023-2027

1	Actes et décisions relatifs à l'agriculture biologique : Interventions 70.01 et 70.02
2	Actes et décisions relatifs à l'agro-environnement et au climat: Interventions 70.06 à 70.14 et intervention 70.32
3	Actes et décisions relatifs aux zones soumises à des contraintes naturelles (ICHN) : Interventions 71.02 et 71.03
4	Notifications des taux de réduction et pénalités appliqués aux aides du second pilier de la politique agricole commune, suite aux contrôles sur place, à la télédétection et/ou aux contrôles administratifs

TITRE 20 - ACTES ET DÉCISIONS LIES A L'ÉVOLUTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

1	Actes et décisions d'autorisation ou de refus d'exploiter, mises en demeure et sanctions éventuelles y afférentes (articles L.331-1 à L.331-11 du code rural)
2	Gestion du parcours à l'installation : Actes et décisions relatifs au financement du Centre d'élaboration des plans de professionnalisation Personnalisée (Ceppp) et centres de formation pour la réalisation des stages 21 heures Agrément des maîtres exploitants Actes et décisions concernant la bourse aux stagiaires et aux maîtres exploitants Agrément et validation des Plans de professionnalisation personnalisés (Ppp)
3	Actes et décisions portant sur l'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) et sur les modalités d'accès aux aides de la politique agricole commune (articles L.323-1 à L.323-16 du code rural et de la pêche maritime)
4	Actes et décisions concernant les agriculteurs en difficulté et agrément des experts
5	Actes et décisions relatifs à la mise en œuvre des aides relevant du régime« de minimis
6	Actes et décisions concernant les demandes de changement de destination de terres agricoles (article L 411.32 du code rural et de la pêche maritime)
7	Ban des vendanges
8	Présidence de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) (article R.313-2 du code rural et de la pêche maritime) Signature et notification des actes de procédure relatifs au fonctionnement de la CDOA Signature et notification des avis émis par la CDOA

13/14

9	Actes et décisions relatifs aux cessions de parts sociales au sein des structures sociétaires instaurées par la loi du 23 décembre 2021 portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires dite loi « Sempastous »
---	--

TITRE 21 - ACTES ET DECISIONS RELATIFS AUX COURSES

1	Approbation des statuts, des budgets et des comptes des sociétés de courses de chevaux
2	Autorisation d'organiser des courses
3	Approbation de la dévolution de l'actif net d'une société de courses
4	Approbation des statuts et des budgets des sociétés de courses de lévriers
5	Autorisation d'ouverture de cynodrome
6	Autorisation d'organiser des courses de lévriers à pari mutuel

TITRE 22 - BRUIT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES

1	Actes et décisions relatifs à l'information, à la prévention et au plan d'action
---	--

Article 2 : En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, Monsieur Eric BATAILLER, Directeur départemental des territoires, est autorisé à subdéléguer sa signature par arrêté pris en mon nom aux agents placés sous son autorité, pour les attributions qui lui sont déléguées par le présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté préfectoral en date du 10 mars 2023, portant délégation de signature à Monsieur Eric BATAILLER, Directeur départemental des territoires.

Article 4 : Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires des Deux-Sèvres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres.

NIORT, le 27 octobre 2023



Emmanuelle DUBÉE

14/14